



ISSN 2258-4307

ISSN en ligne 2260-4278

Le plurilinguisme dans l'enseignement supérieur et la recherche : enjeux pour l'intégration régionale

Évariste Ntakirutimana
Université du Rwanda
entakirutimana@ur.ac.rw

Reçu le 06-02-2016 / Évalué le 02-03-2016 / Accepté le 14-04-2016

La place accrue de l'anglais dans les cursus universitaires échauffe les esprits. Le véritable enjeu n'est pas celui du français contre l'anglais, comme la plupart des commentateurs le suggèrent, mais celui du plurilinguisme contre l'uniformité.

François Grin (Université de Genève)

Résumé

Le multilinguisme et le plurilinguisme furent longtemps considérés comme une malédiction divine (Genèse 11 : 7-9) : Dieu confondit le langage de la terre pour contrecarrer la nature comploteuse de l'être humain. Par les temps qui courent, ils sont considérés comme un cadeau bénéfique, moyennant prudence et prévoyance. Cet article revient sur les enjeux du plurilinguisme dans la région des Grands Lacs et de l'Afrique de l'Est pour ultimement montrer que l'intégration régionale en matière d'enseignement supérieur et de recherche ne pourra réussir ni être efficiente que par un plurilinguisme bien géré plutôt que par une uniformisation linguistique.

Mots-clés : plurilinguisme, multilinguisme, intégration

Plurilingualism in Higher Education and Research: Challenges for Regional integration

Abstract

Multilingualism and plurilingualism have been considered as a divine malediction (Genesis, 11:7-9). God multiplied the human languages in order to undermine human beings' ability to plot. Nowadays, multilingualism and plurilingualism are taken as an advantageous gift when used with care and foresight. This paper deals with the challenges of plurilingualism in the Great Lakes region and Eastern Africa in terms of regional integration in higher education and research. Indeed, regional integration will only be successful and efficient with a well-managed plurilingualism instead of a linguistic standardization.

Keywords: plurilingualism, multilingualism, integration

Introduction

Depuis près de 20 ans, le plurilinguisme occupe une place de prédilection dans le monde intellectuel, académique et politique. Par les temps qui courent, il est considéré comme inéluctable et fructueux, étant donné qu'il ouvre plus large les horizons, facilite la compréhension de l'autre et, partant, garantit l'entente, la solidarité, la reconnaissance mutuelle, le meilleur vivre-ensemble: l'intégration dans les grands ensembles, pour tout dire. Qu'en est-il de l'enseignement supérieur et de la recherche dans la région des Grands Lacs et de l'Afrique de l'Est, ordinairement connue pour ses moult variétés linguistiques? Cet article tente d'en faire un état des lieux et de dégager les principaux enjeux linguistiques en force.

1. Définitions des termes-clés

De prime abord, il sied de fixer les idées sur trois termes-clés, à savoir *multilinguisme*, *plurilinguisme* et *intégration*, pour une même intelligence. Ces derniers n'ont pas en effet de définitions univoques. *Plurilinguisme* et *multilinguisme* sont étymologiquement synonymes (Dubois et al., 1994:31). Leur distinction émane des concepts récemment développés par la Division des Politiques linguistiques du Conseil de l'Europe¹ (47 États membres). Selon elle, le multilinguisme réfère « à la présence, dans une aire géographique donnée, grande ou petite, de plusieurs variétés linguistiques ». Le plurilinguisme réfère, quant à lui, « au répertoire de variétés linguistiques que peuvent utiliser les locuteurs ». L'État est multilingue, le locuteur est plurilingue.

Le terme *intégration* a également plusieurs acceptions, selon les domaines : mathématique, électronique, informatique, économie, pédagogie, psychologie, etc... Je retiens la définition donnée en sociologie puisqu'elle est plus en phase avec le sujet qui nous préoccupe, rien de plus social que l'intégration en effet.

En sociologie, l'intégration² est un processus qui permet à une personne ou à un groupe de personnes de se rapprocher et de devenir membre d'un autre groupe beaucoup plus vaste par l'adoption de ses valeurs et des normes de son système social. L'intégration nécessite deux conditions. D'un côté, une volonté délibérée et une démarche individuelle de s'insérer et de s'adapter : **intégrabilité**. De l'autre, la capacité intégratrice de la société par le respect des différences et des particularités individuelles. Je résumerais cette dernière condition par *coercition* et *tolérance*.

La coercition procède par assimilation : vous adoptez les conditions requises (du plus fort en général : facteur langue, dans notre cas), sinon vous êtes marginalisés. La tolérance, quant à elle, examine les cas particuliers et les principaux axes

d'intégration pour une réussite inébranlable et durable. C'est à ce niveau que le plurilinguisme trouve sa place. S'agissant du plurilinguisme et de l'intégration dans l'enseignement supérieur et la recherche, il importe de présenter l'état des lieux avant de débattre des enjeux mis en cause.

2. Le plurilinguisme dans l'enseignement supérieur et la recherche

Cette section revient sur les langues d'enseignement et les langues enseignées au supérieur dans la région des Grands Lacs et de l'Afrique de l'Est. Les données sont basées sur l'analyse de contenu et les informations collectées auprès des collègues œuvrant dans les pays concernés. La taille des caractères d'imprimerie est corrélée à l'importance accordée à la langue impliquée.

Medium et langues enseignées dans la région des Grands Lacs
et de l'Afrique de l'Est

Pays	Medium	Matières
Burundi	<i>Français</i> Anglais (privé) <i>Swahili</i>	<i>Français</i> Anglais <i>Swahili</i> Kirundi
Kenya	<i>Anglais</i> <i>Swahili</i> Français Espagnol Arabe Chinois	<i>Anglais</i> <i>Swahili</i> Français Espagnol Arabe Chinois
RDC	<i>Français</i> Anglais Lingala <i>Swahili</i> Tshiluba Kikongo	<i>Français</i> Anglais Lingala <i>Swahili</i> Tshiluba Kikongo
Rwanda	<i>Anglais</i> <i>Swahili</i> Kinyarwanda Français	<i>Anglais</i> <i>Swahili</i> Kinyarwanda Français
Tanzanie	<i>Anglais</i> <i>Swahili</i> Français Chinois Arabe Japonais Coréen	<i>Anglais</i> <i>Swahili</i> Français Chinois Arabe Japonais Coréen
Uganda	<i>Anglais</i> Français <i>Swahili</i> Luganda Runyakitara Arabe Allemand Chinois	<i>Anglais</i> Français <i>Swahili</i> Luganda Runyakitara Arabe Allemand Chinois

De ce tableau se dégagent deux groupes distincts selon les principales langues d'instruction:

- Le groupe où l'anglais prédomine : Kenya, Rwanda, Tanzanie et Uganda
- Le groupe où le français s'impose: Burundi et République Démocratique du Congo

Selon les langues enseignées, la situation est plus complexe. En plus des deux langues de large diffusion, il y a le swahili qui est présent dans les six pays. Suivent ensuite les langues locales de chacun des pays. Ces dernières sont enseignées en langues locales sauf le kirundi au Burundi où il est enseigné en français. Le poids de ces langues aussi bien comme médium que comme matières est moindre. Viennent enfin les pays qui enseignent d'autres langues étrangères comme le chinois, le coréen, l'arabe, l'allemand, l'espagnol et le japonais. Revenons sur les enjeux dominants en matière d'intégration.

3. Les enjeux linguistiques majeurs pour l'intégration régionale

La définition sociologique susmentionnée nous place confortablement sur la bonne piste. Dans les conditions normales, l'intégration en matière d'enseignement supérieur et de recherche dans la région des Grands Lacs et de l'Afrique de l'Est devrait consister en :

- échange d'enseignants et d'étudiants,
- collaboration en matière de recherche,
- mobilité des enseignants et des étudiants couplée à l'homogénéité des programmes et structures d'enseignement,
- échange de la documentation et,
- vulgarisation des résultats de la recherche

La situation linguistique et les politiques linguistiques en vigueur dans la région des Grands Lacs et de l'Afrique de l'Est sont-elles coopératives à ces axes?

D'entrée de jeu, la réponse est positive. Mais en réalité, il s'agit d'une intégration par assimilation axée sur la tendance à l'homogénéisation linguistique, comme le montre le tableau. Incontestablement, l'anglais domine l'enseignement supérieur et la recherche; la recherche parce qu'on travaille et publie généralement dans la langue d'instruction. Cette homogénéisation linguistique s'inscrit en faux contre le plurilinguisme. Tout bien considéré, contrairement à ce que pense Grin (2013 :3), dans la région des Grands Lacs et de l'Afrique de l'Est, l'enjeu majeur est l'hégémonie de l'anglais.

D'une part, à l'exception de la République Démocratique du Congo, qui a déjà postulé pour le statut d'observateur, les autres pays font partie de la Communauté Est Africaine dont l'anglais³ est la principale langue de travail de jure et de facto. Le swahili est pressenti *lingua franca* de la communauté. D'autre part, le Burundi, la RDC et le Rwanda font partie de la Communauté Économique des Pays de la Région des Grands Lacs (CEPGL) dont le français est la langue dominante. À toutes fins pratiques, en matière de medium d'enseignement, le jeu se joue entre la langue de Voltaire et celle de Shakespeare.

La langue de Shakespeare est en position de force car elle est medium d'enseignement dans quatre pays sur les six qui composent la région. La question qui se pose alors est de savoir, d'un côté, si les quatre pays dont l'anglais est langue d'enseignement, sont prédisposés à adopter le français comme deuxième medium pour intégrer les voisins francophones. De l'autre, il convient de se demander si les deux pays où le français est medium d'enseignement sont prêts à adopter l'anglais comme langue d'enseignement en plus, pour la même visée. À toutes fins utiles et en toute sincérité, il est plus facile aux pays francophones d'adopter l'anglais comme deuxième medium. L'inverse paraît plus difficile pour une raison obvie.

L'enseignement de l'anglais est plus préoccupant dans les pays francophones que ne l'est le français dans les pays anglophones. L'exemple de la RDC est éloquent en la matière. L'enseignement de l'anglais est généralisé à toutes les options et à tous les niveaux (du 1^{er} graduat à la 2^e licence voire en master) depuis 2003 avec le Pacte de modernisation de l'université congolaise (PADEM). L'instruction n° 14 du Ministère de l'enseignement supérieur rend obligatoire la connaissance de l'anglais à tous les niveaux de l'enseignement supérieur « *pour des raisons d'ouverture au monde et d'adaptation au progrès et à la recherche* » Makomo (2012 :57).

Au Burundi, bien que je ne dispose pas de données fiables, l'engouement de l'anglais devrait vite renforcer son enseignement, peut-être pas comme au Congo mais quand même. La demande sera davantage forte, si elle ne l'est pas encore, pour obliger les décideurs à être conséquents.

Après ces langues de large diffusion, il sied de parler de la présence visible du swahili comme langue enseignée dans tous les pays. Son rôle dans l'intégration régionale est, par voie de conséquence, incontournable. Le swahili est d'autant plus intégrateur qu'il réunit le plus grand nombre de locuteurs par rapport aux autres langues. Mais il importe de souligner que l'importance d'une langue n'est pas directement proportionnelle au nombre de ses locuteurs. D'autres facteurs entrent en ligne de compte, notamment le pouvoir économique des locuteurs et les outils dont est équipée la langue pour exprimer les réalités scientifiques et

technologiques. C'est là que le swahili perd un peu ses crédits. Il n'est pas encore suffisamment outillé pour servir de medium pour toutes les disciplines universitaires même si un pas de géant a été accompli dans un certain nombre de domaines. Le swahili présente néanmoins l'avantage d'être commun à tous les pays (une large zone d'influence) et de n'être l'apanage d'aucun contrairement aux autres langues transfrontalières, à l'instar du kinyarwanda (Rwanda), du luganda (Uganda) ou du kirundi (Burundi).

Après ces trois langues de grande importance, revenons, un tant soit peu, sur les autres langues qui apparaissent dans le tableau. Il appert que chaque pays s'organise à qui mieux mieux. En Tanzanie, l'apprentissage du chinois, du coréen, de l'arabe et du japonais est sanctionné par un BA surtout à l'Université de Dodoma. Il y a lieu d'y déceler le renforcement des liens économiques avec les pays impliqués.

En RDC, tous les Instituts Supérieurs Pédagogiques (ISP) enseignent le cours intitulé *Etude pratique d'une langue congolaise*, savoir le tshiluba, le kikongo, le swahili et le lingala. Là où l'on dispose de spécialistes requis, on enseigne les quatre langues à la fois. Sinon, on se limite au nombre de spécialistes disponibles, en écartant d'emblée la langue locale. Vu la superficie du pays et la kyrielle de langues congolaises, nul doute que ces 4 langues nationales jouent un rôle intégrateur à l'intérieur du pays à l'instar du kinyarwanda et du kirundi respectivement au Rwanda et au Burundi.

Revenons, avant de conclure, sur les principaux axes d'intégration évoqués afin d'en discuter les tenants et les aboutissants. Pour ce qui a trait à l'échange d'enseignants-chercheurs et d'étudiants, il ne peut être possible que par le bilinguisme, français-anglais. À y regarder de près, il y a loin de la coupe aux lèvres. À supposer que la volonté politique d'intégration en matière d'enseignement supérieur y était, force est de rappeler qu'on n'oblige jamais quelqu'un à devenir bilingue. On le devient par intérêts personnels, puis on ne le devient pas du jour au lendemain. Le temps doit faire son travail.

Les bibliothèques universitaires, premières ressources d'informations, devraient être soumises à la même logique, bilinguisme français-anglais, ne fût-ce qu'en ce qui concerne les ouvrages de références. En tout état de cause, il faut garder à l'esprit que le plurilinguisme est coûteux. Quel établissement peut-il se permettre ce *luxe* juste pour des fins d'intégration régionale?

Pour ce qui a trait à la collaboration en matière de recherche, c'est-à-dire la conduite des projets communs, la co-supervision des travaux de recherche, l'évaluation des pairs, la présentation des résultats, etc..., la même condition se pose comme d'ailleurs pour l'échange de la documentation et la mobilité des chercheurs et des étudiants.

Par mobilité des enseignants-chercheurs et des étudiants, j'entends la possibilité d'enseigner ou d'étudier dans n'importe quel pays de la région. Elle est également tributaire du bilinguisme français-anglais. La présence de réfugiés congolais et burundais sur le territoire rwandais illustre bien cet aspect. Il leur incombe de suivre d'abord des cours d'initiation à l'anglais avant de rejoindre les établissements d'enseignement supérieur rwandais. Combien de temps doit-on apprendre une langue pour s'en servir aisément dans l'enseignement supérieur avec toutes les exigences qu'on lui connaît?

Un locuteur non natif devrait être amené à avoir un niveau de sécurité linguistique pour pouvoir communiquer correctement dans les situations courantes de la vie socio-professionnelle. Selon le cadre européen commun de référence pour les langues (CECRL), ce niveau correspond au Diplôme de Français Professionnel (DFP B1). Ce dernier caractérise un locuteur linguistiquement indépendant, c'est-à-dire capable d'entretenir une interaction.

Les curricula et structures académiques devraient également être homogènes dans la région. Ceci n'a presque rien à avoir avec le plurilinguisme mais il faut l'évoquer pour être complet par rapport au volet échange/mobilité d'enseignants et d'étudiants. C'est une condition sine qua non pour l'intégration prometteuse en matière d'enseignement et de recherche. Notons qu'homogénéité des programmes n'est pas synonyme d'uniformisation. Chaque pays a ses spécificités qui doivent être prises en considération pour mieux opérer.

Force est de souligner que la mobilité des enseignants-chercheurs pourrait pallier l'épineux problème de ressources humaines dû non seulement à la fuite des cerveaux mais encore et surtout aux cycles universitaires non encore complets. Peu d'universités de la région offrent le diplôme de troisième cycle, en effet. Si un enseignant-chercheur/étudiant ougandais, kenyan ou tanzanien est obligé de travailler/étudier au Burundi ou au Congo, la connaissance du français lui serait exigée. À l'inverse, si un enseignant/étudiant burundais ou congolais avait à travailler/étudier en Ouganda, au Rwanda, en Tanzanie ou au Kenya, la maîtrise de l'anglais lui serait une condition sine qua non. Au bout du compte, le bilinguisme fonctionnel, français-anglais est incontournable.

Le service à la collectivité est une des missions vouées à l'enseignement supérieur dans bien des pays, si pas tous. Les enseignants-chercheurs ne devraient pas travailler en vase-clos. Leur lumière ne devrait pas être placée sous le boisseau. Les résultats des recherches devraient en effet être présentés dans la langue que la plupart des gens comprennent. C'est rarement le cas.

Sur le plan régional, l'anglais et le français s'imposent encore une fois avec un grand penchant pour l'anglais car « *l'anglais est la seule langue de la rédaction et de la présentation des travaux académiques (mémoires, travaux pratiques, examens, articles scientifique, etc...)*. *Toute la vie académique est axée sur l'anglais* ». (Ntakirutimana, 2014 :161). La langue de la recherche ne facilite pas sa vulgarisation. Soulignons avec François Grin (2013 :3) que « *l'hégémonie entraîne l'uniformisation, laquelle favorise la pensée unique, qui à son tour bride la créativité et l'innovation* ».

Conclusion

Pour ce qui a trait à l'enseignement supérieur et à la recherche dans la région des Grands Lacs et de l'Afrique de l'Est, l'enjeu majeur est la tendance à l'homogénéisation linguistique. Le rejet du plurilinguisme crève les yeux. Ce rejet repose visiblement sur l'assimilation à base de la langue anglaise.

Ordinairement, la pratique intégratrice oblige les États à être multilingues pour permettre aux citoyens de fonctionner dans leurs langues respectives ou majoritaires. Ainsi, l'enseignement supérieur de la région devrait table sur le plurilinguisme, français-anglais-swahili (Forestier, 2013) pour permettre l'épanouissement de tout un chacun et le bénéfice des fruits de la recherche. Le swahili devrait y trouver sa place vu le nombre de locuteurs qu'il regroupe et les fonctions qu'il remplit.

Le plurilinguisme mettant en jeu les langues de diffusion internationale (français, anglais) et des langues locales, le swahili en l'occurrence, est le seul capable de favoriser l'intégration régionale dans tous ses axes et la qualité de l'enseignement. Les défenseurs du plurilinguisme trouvent en lui d'ailleurs une solution au problème de mort de langues qui menace la diversité linguistique et culturelle un peu partout dans le monde. *Plurilinguisme* rime bien avec *diversité linguistique*, qui à son tour, rime avec *diversité culturelle*.

Bibliographie

Dubois, J. L. Guespin, M. Giacomo C. Marcellesi, J.B. Marcellesi et J.P. Mével. 1994. *Dictionnaire de linguistique et des sciences du langage*. Paris : Larousse.

Forestier, M-A. 2013. « Un multilinguisme stratégique au service d'une intégration régionale ambitieuse et durable en Afrique des Grands Lacs et de l'Est » *Synergies Afrique des Grands Lacs*, n° 2, p. 21-31.

[En ligne] : http://gerflint.fr/Base/Afrique_GrandsLacs2/forestier.pdf [Consulté le 02 février 2016].

Grin, F. 2013. « L'anglais dans l'enseignement académique : le débat s'égaré dans les clichés » *Le français à l'Université*, n° 3-4, p.2.

Makomo Makita, J.C. 2013. « La politique linguistique de la R.D Congo à l'épreuve du terrain : de l'effort de promotion des langues nationales au surgissement de l'entrelangue » *Synergies Afrique des Grands Lacs* n° 2, p. 45-61.

[En ligne] : http://gerflint.fr/Base/Afrique_GrandsLacs2/makomo.pdf [Consulté le 02 février 2016].

Ntakirutimana, E. 2014. « La dynamique des langues dans l'enseignement supérieur au Rwanda : de nouveaux enjeux, une nouvelle dynamique » *Synergies Afrique des Grands Lacs* n° 3, p. 155-163.

[En ligne] : http://gerflint.fr/Base/Afrique_GrandsLacs3/Evariste_Ntakirutimana.pdf [Consulté le 02 février 2016].

OIF. 2014. *La langue française dans le monde*. Paris : Éditions Nathan.

Omer, D., Tupin, F. (dir.). 2013. *Éducatons plurilingues : L'aire francophone entre héritages et innovations*. Rennes : Presses universitaires de Rennes.

Vandaele, S. 2013 « Le français, langue du savoir : quelques réflexions » *Le français à l'Université*, n°3-4, p.3-4.

Notes

1. https://fr.wikipedia.org/wiki/Multilinguisme#cite_note-1
2. <http://www.toupie.org/Dictionnaire/Integration.htm>
3. L'article 137 du Traité de l'EAC stipule : 1. La langue officielle de la Communauté est l'anglais. 2. Le kiswahili deviendra lingua franca de la Communauté.